

ARRETÉ MUNICIPAL n°03/2022

PORTANT AUTORISATION DE POSE D'UNE BENNE

29 RUE DU 8 MAI 1945

Le Maire de la Commune de Saint-André-Lez-Lille, Madame Elisabeth MASSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code la Voirie Routière et notamment son article R116-2,

Vu l'instruction interministérielle du 06 Novembre 1992 modifiée relative à la signalisation routière, Livre 8^{ème} partie : « signalisation temporaire »,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental notamment ses articles 99 à 99-2 et 99-7,

Vu le Règlement Général de Voirie Communautaire du 30 Juillet 2007,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques notamment ses articles L2111-1 à L2111-3, L3111-1, R2125-2, L2125-1 qui stipulent que l'occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, L2125-4 qui stipule que la redevance due pour l'occupation du domaine public est payable d'avance et L2125-5 qui stipule qu'en cas de retard dans le paiement, les sommes restantes dues sont majorées d'intérêts moratoires aux taux légal,

Vu la délibération municipale question 1 sur 2 du 25 Novembre 2013 fixant les tarifs des différents services publics et participations communales,

Considérant la demande déposée par la société **France RENOV EXPRESS** en date du **17 novembre 2021** tendant à obtenir une autorisation d'installer une benne pour une durée de **13 jours**.

ARRETONS

Article 1 – Autorisation

La société **France RENOV EXPRESS** est autorisée à installer une benne au **29 rue du 8 mai 1945** entre le **10 et 22 janvier 2022 inclus**, à charge pour elle de se conformer aux dispositions légales et réglementaires sus-indiquées et aux conditions générales spéciales suivantes :

Article 2 – sécurité, Signalisation et Stationnement

Le stationnement, considéré comme gênant, sera interdit au droit du chantier. La benne devra être pourvu de la signalisation adaptée et conforme à la réglementation en la matière. Il doit être protégé, aussi bien à l'avant qu'à l'arrière, par des feux de stationnement nettement visibles de nuit et de dispositifs réfléchissants.

La benne ne doit pas porter atteinte à la sécurité du passage des piétons et des véhicules motorisés ou non. Dans le cas où elles occuperaient la totalité de la largeur du trottoir, un espace balisé d'au moins 0,90 m sera réservé en chaussée, afin que le libre passage des piétons soit maintenu en permanence en toute sécurité, hors du couloir de circulation des véhicules ou une indication d'emprunter le trottoir d'en face sera installée.



HÔTEL DE VILLE

89 rue du Général Leclerc - CS 40001 - 59 871 Saint-André CEDEX

+33 (0)3 20 63 07 50 www.villesaintandre.fr

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à Madame le Maire.

DGS

Article 3 – Implantation

Le traitement utile à la gestion du présent arrêté concernant la **société France RENOV EXPRESS** domiciliée à Saint-André-Lez-Lille – 59350 est basée sur les éléments suivants :

➤ Implantation de la benne : 29 rue du 8 mai 1945 à Saint-André-Lez-Lille

Article 4 : Responsabilité

Les panneaux correspondant à ces dispositions seront mis en place par les soins du pétitionnaire qui sera tenu pour seul responsable de tout accident qui pourrait survenir du fait de son installation ou par défaut ou insuffisance de signalisation.

Le pétitionnaire devra mettre en place une signalisation conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la sécurité routière. Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur constamment sur les lieux et pendant toute la durée d'occupation du domaine public.

Article 5 : Redevance

Le pétitionnaire sera soumis au paiement d'une redevance calculée conformément aux dispositions votées par la délibération du conseil municipal du 25 Novembre 2013, à savoir :

Redevance complémentaire d'un montant de **80.76€ TTC**, détaillée comme suit :

- **40.36 € TTC pour le forfait des 5 premiers jours**
- **40.40 € TTC pour les 8 jours supplémentaires**

Article 6 : Validité

La présente autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité en réparation de préjudice subi. Néanmoins, le remboursement de la redevance payée au titre de l'article 4 sera opéré au prorata de l'occupation.

Article 7 : Sanctions

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal de contravention de, 1^{ère} classe (38€) au titre de l'article R610-5 du Code Pénal pour « manquement aux obligations édictées par arrêté de police », de 3^{ème} classe (450€) au titre du Règlement Sanitaire Départemental pour « manquement à la propreté des voies, espaces publics et abords des chantiers », de 4^{ème} classe (750€) au titre de l'article R.644-2 du Code Pénal pour « dépôt de matériaux ou objets quelconques qui entravent ou diminuent la liberté de passage » et de 5^{ème} classe (1500€) au titre de l'article R.116-2 du Code de la Voirie Routière pour « occupation sans autorisation sur le domaine public routier », qui sera transmis à Monsieur le Procureur de la République aux fins de poursuite devant les tribunaux.

Toute infraction au stationnement sera considérée comme relevant de l'article R417-10 et suivants du Code de la Route est passible de la mise en fourrière.

Article 8 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 9 : Application

Monsieur le Commandant de Police et tous les agents de la force publique seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Transmission

Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Saint-André-Lez-Lille est chargé de l'exécution de présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

M. le Commissaire de Police,
M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
M. le Chef de Service de la Police Municipale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Métropole Européenne de Lille,
- M. le Directeur de la Société ILEVIA BP 1009 59700 MARCQ-EN-BAROEUL
- M. le Chef du détachement des Sapeurs-Pompiers de MARCQ-EN-BAROEUL.
- M. le Chef du détachement des Sapeurs-Pompiers de SAINT ANDRE.
- M. le Directeur de la Société ESTERRA Fort de Lezennes rue Chanzy 59260 LEZENNES.
- M. le Directeur de la Société NICOLLIN -8 avenue Industrielle – 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE
- M. le Directeur de la société France RENOV EXPRESS – 30 rue Felix Faure – 59350 Saint Andre-lez-Lille (810 144 956 00028)

Fait à SAINT-ANDRE, le 04 janvier 2022.

**L'Adjointe déléguée,
chargée de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité**


Josephine FARINEAUX

